

DE JEAN-PAUL II À BENOÎT XVI L'Église catholique et le projet états- unien de « guerre des civilisations »



Comme il existait un tandem Jean-Paul II/ Ronald Reagan, il existe désormais un tandem Benoît XVI / George W. Bush. Cependant le nouveau pape ne devrait pas marquer de rupture avec son prédécesseur, mais poursuivre un virage qu'il a amorcé depuis plusieurs mois, en sa qualité de régent de fait du Saint-Siège. L'Église catholique espère que la croissance démographique de la communauté hispanique lui permettra de devenir rapidement majoritaire aux États-Unis et de devenir la religion officielle du nouvel Empire. Elle se propose aussi d'exclure l'islam de l'Europe pour faire entrer le continent dans la « guerre des civilisations ».

page 2

Vladimir Poutine très courtisé

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

La politique de re-nationalisation des ressources naturelles russes, la hausse des cours du pétrole et la politique états-unienne au Proche-Orient ont fait de la Russie une alternative pour les pays qui s'inquiètent des vues de Washington dans la région. La visite de Vladimir V. Poutine en Égypte, en Israël et dans les territoires palestiniens est l'occasion pour ces États de séduire le président russe afin de diminuer leur dépendance vis-à-vis de Washington.

page 7

REPÈRE : 19 AVRIL 1943

L'insurrection du ghetto de Varsovie

Créé en 1940 par les SS dans le centre ville de la capitale polonaise, le ghetto de Varsovie regroupait près de 400 000 juifs polonais dans des conditions inhumaines. À partir de l'été 1942, les déportations commencent. Plus de 300 000 personnes sont envoyées à Treblinka pour y être assassinées. Le 19 avril 1943, les nazis décident de déporter les derniers juifs et pénètrent en force dans le ghetto. Ils vont se heurter à une importante résistance. 3 000 juifs mal armés participent à l'insurrection. Les combats vont durer 3 semaines et mobiliseront 2 000 soldats allemands ainsi que des chars. Les nazis doivent détruire les immeubles et prendre les caves, les unes après les autres. Ils tirent au canon sur les bâtiments dans lesquels se sont réfugiés les combattants. En mai 1943, à la fin de la bataille, le ghetto sera rasé. 7 000 juifs sont exécutés sur place, 6 000 autres ont péri dans les incendies et la destruction du ghetto ou bien se sont suicidés pour ne pas tomber entre les mains des nazis. ■



UN GÉNÉRAL AUSTRALIEN CONFIRME QUE LA GUERRE AU TERRORISME N'EXISTE PAS

Le brigadier général Justin Kelly (photo) jouit d'un grand prestige en Australie. Il a dirigé la force de paix au Timor-Oriental et est aujourd'hui l'équivalent du directeur de la recherche et du développement au ministère de la Défense. Aussi a-t-il provoqué la surprise en dressant publiquement le bilan de l'échec militaire de la Coalition en Irak et, surtout, en affirmant que la guerre au terrorisme n'est qu'un slogan. Selon lui, l'intervention en Irak n'est pas dirigée contre le terrorisme, mais elle lui a donné naissance dans un pays qui ne le connaissait pas. Au demeurant, il est absurde de prétendre bombarder de manière ciblée des terroristes sensés évoluer dans la société comme des poissons dans l'eau. « La guerre au terrorisme n'existe pas », a-t-il conclu. ■

De Jean-Paul II à Benoît XVI

L'Église catholique et le projet états-unien de « guerre des civilisations »

Comme il existait un tandem Jean-Paul II/ Ronald Reagan, il existe désormais un tandem Benoît XVI / George W. Bush. Cependant le nouveau pape ne devrait pas marquer de rupture avec son prédécesseur, mais poursuivre un virage qu'il a amorcé depuis plusieurs mois, en sa qualité de régent de fait du Saint-Siège. L'Église catholique espère que la croissance démographique de la communauté hispanique lui permettra de devenir rapidement majoritaire aux États-Unis et de devenir la religion officielle du nouvel Empire. Elle se propose aussi d'exclure l'islam de l'Europe pour faire entrer le continent dans la « guerre des civilisations ».



Le pape Benoît XVI

L'agonie de Jean-Paul II et l'élection de Benoît XVI ont été l'occasion de vastes célébrations du culte de la personnalité dont on ne sait si elles relèvent d'une forme d'idolâtrie archaïque ou des totalitarismes du XXe siècle. La presse occidentale, oubliant soudainement ses principes déontologiques, s'est vautrée dans des torrents hagiographiques. Les seules critiques autorisées ont porté sur les questions de discipline interne de l'Église catholique et jamais sur les questions politiques ou sociales. L'appétit d'éditorialistes non-croyants à discuter de savoir si des religieuses peuvent se marier entre elles et célébrer la

messe n'a d'égal que leur désintérêt devant l'action du Saint-Siège dans la politique intérieure des États comme dans les institutions intergouvernementales. Nous voudrions, pour notre part, conserver la tête froide et analyser l'action politique de ces pontifes, seul aspect de leur activité qui soit de notre compétence.

En premier lieu, il convient de rappeler que l'action politique et diplomatique du Saint-Siège [1] est d'une extraordinaire continuité, quelque soient les papes. La marge de manœuvre individuelle des pontifes est limitée. C'est sur l'usage qu'ils en font que doit être jugée leur contribution personnelle, qui doit être distinguée de l'œuvre de leur Église.

Il est aujourd'hui de bon ton de magnifier le rôle supposé de Jean-Paul II dans l'effondrement de l'Union soviétique et d'ignorer tout ce qui l'a opposé aux États-Unis. Or, Jean-Paul II n'a joué aucun rôle en URSS, pour la simple et bonne raison que l'Église catholique y était largement absente. Il n'a pas plus joué de rôle dans l'effondrement du Mur de Berlin, sachant que les manifestations qui secouèrent la République démocratique allemande furent conduites par des organisations protestantes. Il fut par contre l'artisan de l'indépendance de la Pologne, qu'il pilota en s'appuyant sur le syndicat Solidarnosc, non pas dans un affrontement avec le général Jaruzelski, mais dans un véritable partenariat avec lui face aux Soviétiques.

Curieusement, ses fidèles ignorent aujourd'hui son action remarquable pour prévenir les guerres contre l'Irak de 1991 et 2003. Et ils passent sous silence son soutien actif à l'Organisation de libération de la Palestine face au colonialisme israélien.

Ces distortions ne sont pas le fait du défunt pape, mais des choix effectués par les services de communication du Saint-Siège pour publiciser son successeur. Elles nous apprennent avant tout que la papauté souhaite inscrire dans les mémoires l'existence mythique d'une alliance entre Rome et le nouvel Empire, et au contraire effacer le souvenir de sa politique arabe pour rendre possible la stratégie de « guerre des civilisations ».

En outre, les communiquants avaient depuis longtemps forgé le mythe d'une adhésion du Saint-Siège aux principes des Droits de l'homme, alors même que ceux-ci restent condamnés par les textes officiels de l'Église catholique. Ainsi, à l'occasion de ses multiples voyages, Jean-Paul II fut qualifié de « pèlerin des Droits de l'homme », comme si leur propagation était le but de ses déplacements. En réalité, le Magistère catholique rejette la notion de « Droits de l'homme et du citoyen », issue de la Révolution française, pour lui préférer celle de « Droits de l'homme et de l'Église ». Au passage, la liberté humaine est limitée par sa dignité, laquelle n'est pas définie par l'individu, mais par le Magistère ; l'égalité des individus se heurte à l'élection de certains d'entre eux par la grâce divine, à commencer par le Souverain Pontife doué de l'infaillibilité en matière dogmatique ; et la fraternité n'est plus la conquête collective des opprimés devenus citoyens en étant frères d'armes, pour être ravalée à la simple solidarité des enfants d'un même Dieu. Dès lors, les « Droits de l'homme » ont été instrumentalisés par Jean-Paul II, comme par d'autres, pour vendre son action politique contre les dictatures non-chrétiennes. Mais ce bilan, bien réel,

ne doit pas occulter le soutien systématique aux dictatures catholiques, notamment au Chili et en Argentine.

Enfin, on peut penser que l'Histoire retiendra bien autre chose du défunt pape. De même qu'elle n'a retenu de Pie XII que son assourdissant silence face à la « solution finale », au massacre industriel des juifs, des Tsiganes, des malades incurables, des opposants politiques etc. par le IIIe Reich, de même elle ne retiendra probablement de Jean-Paul II que son absence lorsque ses prêtres organisaient le génocide rwandais.



Pie XII

Ces éléments étant posés, le programme de Benoît XVI marque à la fois une continuité et des nouveautés. On n'observera aucune rupture entre les successeurs de Pierre, dans la mesure où le cardinal Joseph Ratzinger exerçait de fait une régence depuis des années, à la faveur de la maladie de Jean-Paul II. Et pour prendre tout son poids, cette remarque doit inclure le fait que le défunt pape a été encouragé à se maintenir au pouvoir malgré son incapacité à l'exercer, et qu'il a été maintenu en vie avec acharnement thérapeutique pour que le cardinal exerce cette régence et organise cette succession à son profit. En réalité, ce n'est pas avec la mort de Jean-Paul II que le Saint-Siège va infléchir sa politique, il l'a déjà fait au cours de sa maladie.

Lorsqu'il accéda au trône pontifical, Karol Wojtyla hérita d'une Église dont le centre de gravité venait de se déplacer de l'Europe vers l'Amérique latine.



Karol Wojtyla (à gauche) consacré cardinal par le pape Paul VI, en 1967

Paul VI avait conclu un accord avec la Maison-Blanche pour lutter conjointement contre les théologiens de la libération. Il avait autorisé la pénétration des pentecôtistes dans la mesure où ils pouvaient saper l'influence des Églises populaires. Jean-Paul II avait poursuivi cette alliance en l'étendant à l'Europe de l'Est et singulièrement à la Pologne. Il avait alors formé un parfait tandem avec Ronald Reagan. Mais une fois l'influence soviétique dissipée, aussi bien en Europe qu'en Amérique latine, il avait adopté une stratégie de reconquête qui l'avait placé en rivalité avec la Maison-Blanche. D'abord face à George H. Bush (le père) à propos de la guerre du Golfe, puis face à Bill Clinton à propos du contrôle des naissances et de la lutte contre le sida, enfin face à George W. Bush (le fils) à propos du leadership spirituel mondial et de l'invasion de l'Irak. Mais la donne a changé en 2004 avec la prise de conscience simultanée de la domination sans partage de Washington sur le reste du monde et de l'hispanisation de ce nouvel empire. À moyen terme, la pression démographique fera des États-Unis un pays hispanophone et catholique. Les intérêts du pape de Rome et du président états-unien convergent aujourd'hui comme jadis ceux de l'Église et de l'Empire romain, de

sorte qu'à terme, le catholicisme pourrait devenir la religion officielle du nouvel Empire. Comme à l'époque des empires coloniaux, le catholicisme s'étendrait au fur et à mesure que le nouvel empire entreprendrait des conquêtes, selon un processus qui actuellement favorise les sectes évangéliques. Or, dans ce type de situation, la papauté a toujours su nouer des alliances personnelles sur la base d'allégeances réciproques. De plus, elle considère qu'elle sera d'autant plus puissante qu'elle saura maintenir les WASP [2] au pouvoir à Washington en les rendant dépendants d'un électorat catholique.

C'est pourquoi, en 2004, le cardinal Ratzinger a appelé les catholiques états-uniens à reconduire George W. Bush à la Maison-Blanche, bien qu'il soit baptiste et que son rival, John Kerry, soit catholique. En retour, M. Bush a fait part aux cardinaux états-uniens de tout le bien qu'il pense du cardinal Ratzinger. De ce point de vue, le tandem Benoît/George W. Bush devrait être aussi fort que celui formé par Jean-Paul II et Ronald Reagan.

Venons-en au choix du nom Benoît XVI. La presse occidentale a longuement glosé l'interprétation que la salle de presse du Saint-Siège lui suggérait : le nouveau pape se veut le successeur de Benoît XV, un pape pacifique qui tenta d'empêcher la Première Guerre mondiale. Il va de soi que cette piste est fautive : d'une part Benoît XV, loin d'être pacifiste, fut un soutien aveugle de la Triplice ; d'autre part, si l'on feint de croire qu'il était pacifiste, il faut poursuivre en admettant qu'il a échoué à prévenir la Grande Guerre et l'on ne place pas un nouveau pontificat sous le signe d'un échec.

En réalité, comme on ne tardera pas à le voir affiché, le cardinal Ratzinger s'est placé dans la lignée de saint Benoît, patron de l'Europe. C'est en effet dans ce domaine que l'on trouve la grande œuvre politique personnelle de celui qui était jusqu'ici préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Si, à l'intérieur de son Église, on retient de Joseph Ratzinger sa lutte méthodique et sans pitié pour éradiquer la théologie de la libération en Amérique latine, on se souvient à l'extérieur de son implication dans la rédaction de la Charte européenne des droits fondamentaux et dans le Traité constitutionnel.



Joseph Ratzinger a piloté le lobbying des organisations catholiques au sein des institutions européennes pour faire reconnaître dans les traités l'héritage

chrétien de l'Europe. Il a partiellement gagné son pari, puisque ces traités ont finalement admis de fonder l'Union sur un héritage spirituel, humaniste et culturel. Contrairement aux apparences, l'enjeu n'est pas de qualifier cet héritage de « chrétien », ce qui serait déjà un aveu d'échec pour les catholiques puisqu'il intégrerait des cultes hérétiques ou schismatiques, mais de fonder l'Europe sur une identité et non sur un contrat politique ou social. Rayant d'un simple coup de plume les acquis de la Révolution française, le cardinal Ratzinger a marqué une victoire idéologique en modifiant dans les traités la source de la légitimité. Les choix politiques n'appartiennent pas aux peuples, qui ne sont pas souverains, ils sont conditionnés par la sociologie et l'histoire, à travers lesquels Dieu se manifeste.

De cet engagement personnel et de son alliance avec George W. Bush, il devrait surgir une modification du projet anglo-saxon pour l'Europe. Washington devrait renoncer à faire coïncider l'Union et l'OTAN, donc à faire entrer la Turquie musulmane dans l'Union. En outre, Washington devrait cesser de favoriser les mouvements protestants de sécularisation et devrait au contraire soutenir le Vatican dans son combat bicentenaire contre la laïcité. À l'issue de ces réajustements, le Saint-Siège pourrait purger l'Église catholique de tous ses éléments favorables à un dialogue avec l'islam. Sa participation au projet états-unien de « guerre des civilisations » ne consisterait donc pas à partir en croisade contre l'islam, mais à exclure l'islam de l'Europe pour « séparer le bon grain de l'ivraie ».

Même si, au sein du conclave, la majorité des cardinaux a dû se déterminer en fonction d'intérêts de clans et de plans de carrière dans la Curie romaine, les questions politiques internationales ont sûrement pesé sur les scutins. D'autant que les modifications intervenues dans le mode de désignation du pape, avec l'introduction d'une phase préalable de concertation, ont rendu le Sacré Collège vulnérable aux pressions extérieures, comme c'était le cas avant l'institution de la clôture. L'afflux de diplomates étrangers au Vatican durant cette semaine témoigne de la volonté retrouvée des grandes puissances de corrompre les cardinaux-électeurs et de s'acheter un pape. Bien qu'il soit impossible de savoir comment les choses se sont passées, force est de constater que le nouveau pape est issu de l'Église allemande, la plus riche de la catholicité, et qu'il est en phase avec les États-Unis, puissance dominante de l'époque.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] Le Saint-Siège est l'entité juridique politico-religieuse qui chapeaute l'Église catholique d'une part et l'État de la Cité du Vatican d'autre part.

[2] Les WASP sont les Anglo-Saxons blancs et puritains (White Anglo-Saxons Puritans).

Vladimir Poutine très courtisé

Analyse

La politique de re-nationalisation des ressources naturelles russes, la hausse des cours du pétrole et la politique états-unienne au Proche-Orient ont fait de la Russie une alternative pour les pays qui s'inquiètent des vues de Washington dans la région. La visite de Vladimir V. Poutine en Égypte, en Israël et dans les territoires palestiniens est donc l'occasion pour ces pays, tous très dépendants des États-Unis, de s'affranchir un peu de la tutelle états-unienne en développant les relations bilatérales avec Moscou.

En Russie, les réactions des responsables russes à cette visite ne sont pas encore publiées. Prudent, on préfère attendre son dénouement. Cela n'empêche pas toutefois les responsables égyptiens de faire une entreprise de charme en direction de l'opinion russe. Ainsi, dans une interview à *Vremya Novostyey*, le directeur du journal gouvernemental égyptien *Al-Ahram*, Ibrahim Nafie, déplore que la Russie et l'Égypte n'aient plus la proximité de l'époque Khrouchtchev-Nasser. Il affirme que les deux États ont tout à gagner à développer leurs relations. Il estime que son pays est le leader du monde arabe et que si la Russie souhaite peser sur la région, cela passe par un développement des relations entre Le Caire et Moscou. Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Abul Gheit, va plus loin dans une interview à *Nezavissimaïa Gazeta*. Il demande que la Russie s'associe à l'Égypte dans la résolution du conflit israélo-palestinien et aide l'Égypte à développer un programme nucléaire civil tout en demandant à Israël de signer le Traité de non-prolifération. Sans citer les États-Unis, il affirme que son pays et la Russie ont tout à craindre de ceux qui instrumentalisent la démocratisation. Alors que les textes des néo-conservateurs concernant Le Caire se multiplient, l'Égypte demande l'aide de Moscou pour échapper à une éventuelle « révolution colorée ».

Les risques de ce type de « révolution » sont bien moindres en Israël, mais Tel-Aviv souhaite également se rapprocher de la Russie dont elle dépend dans le domaine de l'énergie. La visite de Vladimir Poutine intervient également à un moment où l'on craint en Israël que Tel-Aviv se retrouve désormais totalement inféodé aux décisions états-uniennes et ne jouisse plus de la marge de manœuvre dont il disposait lors du premier mandat de George W. Bush. Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères israélien, Ron Prosor, se réjouit dans *Ha'aretz* de la première venue d'un chef d'État russe en Israël de l'Histoire. **Deux mois après avoir plaidé pour un rapprochement d'Israël avec l'OTAN**, l'auteur réclame un développement des relations bilatérales israélo-russe. Il constate les différends concernant l'Iran et la vente de missiles à la Syrie, mais souhaite que ces questions soient dépassées par le développement des relations commerciales. Faisant un parallèle entre la situation dans les territoires palestiniens et en Tchétchénie, il invite également Moscou à s'associer à Israël dans une lutte commune contre le « terrorisme » et au nom d'un héritage culturel commun. Toutefois, pour beaucoup d'Israéliens, la Russie apparaît encore comme le pays des persécutions. Nickolai Butkevich, directeur de l'Union of Councils for Jews in the Former Soviet Union, et Yosef I. Abramovitz, PDG de Jewish Family & Life, se livrent à un difficile exercice diplomatique dans le *Jerusalem Post*. Les deux auteurs louent les prises de positions de Vladimir Poutine contre l'antisémitisme, mais s'inquiètent de la croissance des groupes skinheads en Russie. Tout en se montrant très cordiaux envers l'invité d'Israël, ils dévient de la question de l'antisémitisme pour affirmer que la situation pour les juifs russes serait meilleure si les partis pro-occidentaux étaient davantage développés dans le pays et si le pouvoir russe était moins centralisé, bref, si les souhaits de Washington concernant l'évolution de la Russie se réalisaient.

La Syrie a achevé cette semaine le retrait de ses troupes du Liban. Au lendemain de ce départ, *Le Figaro* publie trois tribunes s'en réjouissant dans des termes proches. Tous ces textes partent du même postulat de départ : le retrait syrien est une victoire, mais il faut aller plus loin et ne pas faire cesser la pression contre Damas et ses alliés au Liban. En effet, pour ceux qui rêvent d'utiliser la situation au Liban pour renverser le régime syrien, il y a un risque que l'alliance entre Paris et Washington pour obtenir ce départ ne cesse dès le dernier soldat syrien parti.

Pour le porte parole du général Michel Aoun, Farès Louis, il ne faut pas croire que le combat soit fini. Le départ des troupes n'est qu'un début et il maintient que la Syrie n'a pas totalement abandonné son souhait d'annexion. Il appelle à un rassemblement des Libanais et à une refonte des institutions du pays sans préciser le régime qu'il appelle de ses vœux.

L'analyste atlantiste libanais, Antoine Basbous, ancien porte-parole des milices pendant les massacres de Sabra et Chatila, regarde pour sa part du côté du Hezbollah. Le désarmement de la résistance libanaise doit désormais être la prochaine étape. Il faut faire pression sur ce parti pour qu'il démantèle sa branche militaire. Selon lui, le Liban n'est plus menacé et la militarisation de cette structure ne s'impose pas. Il appelle la communauté internationale à exiger ce désarmement et à continuer ses pressions sur Damas pour renverser Bachar El Assad. L'ambassadeur israélien en France, Nissim Zvili, s'en prend également au « parti de Dieu ». Présentant le Hezbollah comme un groupe agressant Israël et menaçant le processus de paix israélo-palestinien, il appelle

la communauté internationale à forcer le Hezbollah à rendre les armes. Il réitère également une demande israélienne ancienne concernant la mise du parti chiite libanais dans la liste des organisations terroristes établie par l'Union européenne.

Toutes ces analyses tiennent pour acquis que c'est la Syrie qui est derrière l'assassinat de Rafic Hariri et qu'elle est aujourd'hui derrière les attentats de Beyrouth. Ces affirmations gratuites visent à pousser la France à continuer à affaiblir les ennemis d'Israël.

Réseau Voltaire

Ibrahim Nafie



Ibrahim Nafie est directeur du quotidien gouvernemental égyptien *Al-Ahram* et préside le conseil de direction de la média-holding du même nom. Il est président de la Fédération des journalistes arabes.

« Le président Poutine trouvera un moyen d'influencer Israël »

Source : Vremya Novostyey

Référence : « », par Ibrahim Nafie, *Vremya Novostyey*, 27 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Khrouchtchev est venu en Égypte en Mai 1964 et ce fut un évènement grandiose. L'URSS avait construit le barrage d'Assouan pour les Égyptiens, et le leader soviétique était venu assister à la cérémonie d'inauguration. Ce fut un symbole de notre coopération, ce barrage permit à l'Égypte de résoudre de nombreux problèmes. La foule acclamait les leaders partout où ils passaient. D'autres présidents étaient présents, comme l'irakien Abdel Salam Aref. Ils voulaient tous s'entretenir avec la délégation soviétique.

Cette visite est différente ; tout a changé, Krouchtchev était resté plusieurs semaines en Égypte, alors que **Vladimir Poutine** ne reste même pas 24 heures. À l'époque, Krouchtchev avait remis l'étoile de héros de l'Union Soviétique au président Gamal Abdel-Nasser et à son vice-président Abdel Hakim Amer. La visite actuelle est importante, essentiellement pour la résolution du problème palestinien. Il faut utiliser ce moment opportun. Les Arabes espèrent que Poutine va réussir à influencer Israël et les convaincre de respecter le plan international de résolution du conflit.

Il n'y a pas de base américaine sur le sol égyptien. Je le dis sans fausse modestie, l'Égypte est le leader du monde arabe. Un conflit impliquant Israël aurait un effet des plus négatifs sur notre pays. Indépendamment de nos bonnes relations avec Washington, nous voulons développer nos relations avec les Russes. L'Égypte reçoit un peu plus de deux milliards d'aide militaire des États-Unis et Israël trois milliards. Cette décision a été prise après la signature en 1979 des accords de paix entre Israël et l'Égypte. Nous souhaitons aussi développer la collaboration militaire avec la Russie.

Il n'y a pas actuellement de politicien susceptible de concurrencer Hosni Moubarak, je pense qu'une majorité d'Égyptiens se prononcera en sa faveur lors des premières élections au suffrage universel qui auront lieu cet automne.

Ahmed Abul Gheit



Ahmed Abul Gheit est ministre égyptien des Affaires étrangères.

« L'Égypte attend de Poutine le nucléaire civil »

Source : Nezavissimaïa Gazeta

Référence : « », par Ahmed Abul Gheit, *Nezavissimaïa Gazeta*, 27 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le président Hosni Moubarak s'est déjà rendu à quatre reprises à Moscou. Mikhaïl Fradkov et Sergueï Lavrov sont venus en Égypte l'année dernière. Nous essayons de renforcer la coopération bilatérale sur le plan culturel et économique, pour élever le niveau de nos relations politiques. Le Caire et Moscou coordonnent activement leurs positions sur les problèmes globaux et régionaux majeurs. Avant tout la question palestinienne, la situation en Irak et la lutte contre le terrorisme international. Il est important de noter que nos positions sur ces problèmes sont pratiquement identiques.

La Russie est devenue le troisième pays par la quantité de touristes qui visitent l'Égypte, ils ont été 700 000 en 2004 contre 586 000 en 2003. Des négociations sont actuellement en cours pour une collaboration dans le domaine du nucléaire civil ; nous consultons des spécialistes à ce sujet. Hosni Moubarak s'était prononcé dès 1990 pour un Proche-Orient sans nucléaire. Nous continuons à penser que les armes nucléaires constituent un danger pour la région. L'Égypte exige d'ailleurs que l'Israël, le seul pays du Proche-Orient n'ayant pas signé les accords sur la non-prolifération, la rejoigne et ne soit pas un obstacle à ce Proche-Orient sans arme nucléaire. L'Égypte est aussi attentive au respect par les Iraniens des accords sur leur programme civil.

Pour combattre le terrorisme, il est indispensable d'agir sur le plan sécuritaire mais aussi dans les sphères politique, économique et sociale. Le terrorisme n'a pas de religion ni d'ethnie, c'est un phénomène global qui menace toute la planète. Nos deux pays sont convaincus du fait que ce combat exige un renforcement de l'association de tous les pays du monde et une activation de l'ONU. Il faut arrêter les doubles standards envers ce phénomène, il est inadmissible de mélanger combat contre les terroristes et défense des Droits de l'homme. La coopération doit être renforcée pour l'échange de terroristes et l'on ne doit pas leur accorder l'asile politique.

La modernisation de l'Égypte a commencé il y a plus d'un siècle, ce processus continue en adéquation avec les spécificités socioculturelles du pays et a une vitesse permettant de garantir la sécurité et la stabilité. La récente modification de la constitution est un grand pas en avant. Il y a de nombreuses initiatives, comme le projet de « grand Moyen-Orient », le partenariat avec l'Europe ou le document signé au sommet de Tunis. L'utilisation de l'idée de « démocratisation du monde arabe » comme slogan ne correspond pas à la réalité et contredit elle-même la démocratie. Ce processus doit venir de l'intérieur et il est indissociable des problèmes régionaux, avant tout israélo-palestiniens. La violence et le terrorisme sont un problème en Irak, ainsi que la volonté par certaines forces de propager la guerre interethnique ou

interconfessionnelle. Le processus politique doit continuer, afin de résoudre le problème de la présence de forces étrangères.

Ron Prozor



Ron Prozor est directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères.

« Une visite historique »

Source : Ha'aretz

Référence : « A historic visit », par Ron Prozor, *Ha'aretz*, 26 avril 2005.

Le drapeau blanc-bleu-rouge flottant dans les rues de Jerusalem est la preuve d'une visite historique, celle de **Vladimir Poutine**. C'est la première visite d'un dirigeant russe en Israël. La mort de **Yasser Arafat** a transformé le climat dans la région et c'est pour cela que nous avons eu plus de visites de dirigeants étrangers ces derniers temps. Toutefois, cette visite n'est pas une visite de plus, c'est un événement. Non seulement c'est la première visite d'un chef d'État russe, mais en soi la venue d'un représentant de la Russie est importante car la Russie est une puissance influente dans la région. Via les liens que Moscou a avec les pays arabes, la Russie a grandement contribué à la stabilité régionale. La Participation de la Russie au Quartet diplomatique est un symbole de ce statut.

Les dialogues entre Israël et la Russie touchent de nombreux sujets et sont marqués par l'ouverture et la franchise. Israël n'a pas caché son hostilité à la vente d'armes à la Syrie. Dans le même temps cependant, nos deux pays sont confrontés au terrorisme et essayent de le combattre dans le cadre démocratique. Malheureusement, la Russie ne semble pas comprendre que la façon dont nos deux pays combattent le terrorisme est la même. Il existe toujours un fossé entre nos perceptions des politiques iraniennes, même si Moscou s'est rapproché de notre point de vue.

Nos relations économiques bilatérales sont bonnes et se fondent sur des éléments culturels. Plus d'un million d'Israéliens sont originaires de Russie ou d'ex-URSS. Aujourd'hui, le montant de nos échanges s'élève à 1,2 milliards de dollars par an, sans compter le pétrole. Poutine est désireux de combattre l'antisémitisme dans son pays mais beaucoup reste à faire. Beaucoup de sujets seront abordés et Poutine sera accueilli en ami.

Nickolai Butkevich, Yosef I. Abramovitz

Nickolai Butkevich est directeur de l'Union of Councils for Jews in the Former Soviet Union.

Yosef I. Abramovitz est PDG de Jewish Family & Life.

« Aller au delà des images »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Getting beyond images », par Nickolai Butkevich et Yosef I. Abramovitz, *Jerusalem Post*, 28 avril 2005.

La visite de **Vladimir Poutine** en Israël est historique. Aucun dirigeant du Kremlin n'était jamais venu en Israël depuis 1948 et aucun de ses prédécesseurs n'avaient fait autant de gestes en direction de la communauté juive russe. Il n'y avait jamais eu autant de liberté religieuse pour les juifs en Russie et cela est largement dû à Poutine.

Toutefois, les menaces demeurent. Poutine, en contradiction avec sa rhétorique pro-juive, a accordé une grande audience dans les chaînes de télévision gouvernementales à des partis antisémites comme le parti de Jirinovski et au bloc de la mère patrie. Par contre, Yabloko et l'Union des forces de droite, qui militent tous deux pour plus de tolérance religieuse, n'ont pas eu accès aux médias et ont été éliminés de la Douma, où ils ont été remplacés par des partis extrémistes. Si l'on ajoute les voix du parti communiste, à la rhétorique antisémite également, aux voix recueillies par ces partis, on observe que 33 % des Russes ont voté pour un parti antisémite. Dans ce contexte, rien d'étonnant que 19 députés de la Douma aient envoyé en janvier une lettre au procureur général de Russie où ils qualifient la religion juive de religion « satanique » et où ils prétendent que les juifs tuent rituellement les enfants chrétiens.

Poutine a condamné l'antisémitisme, mais jamais nominalement les antisémites, de peur sans doute de s'aliéner définitivement leur électorat. L'antisémitisme demeure important en Russie et beaucoup de crimes antisémites ont lieu sans que les auteurs soient inquiétés. On constate une explosion du nombre de groupes néonazis en Russie depuis 2000, et il y aurait entre 15 et 20 000 skinheads en Russie selon la police, 50 000 selon certaines organisations.

On s'est focalisé sur l'antisémitisme en Europe occidentale, mais le problème en Russie est inquiétant. Compte tenu de la concentration des pouvoirs, que se passera-t-il en 2008 si le pouvoir est pris par un nationaliste antisémite à Moscou ? Israël doit accueillir Poutine en ami, mais il ne doit pas oublier les failles de sa politique.

Farès Louis

Farès Louis est secrétaire général du Rassemblement pour le Liban.

« Un Liban uni, pont entre l'Orient et l'Occident »

Source : Le Figaro

Référence : « Un Liban uni, pont entre l'Orient et l'Occident », par Farès Louis, *Le Figaro*, 27 avril 2005.

La visite de **Vladimir Poutine** en Israël est historique. Aucun dirigeant du Kremlin n'était jamais venu en Israël depuis 1948 et aucun de ses prédécesseurs n'avaient fait autant de gestes en direction de la communauté juive russe. Il n'y avait jamais eu autant de liberté religieuse pour les juifs en Russie et cela est largement dû à Poutine.

Toutefois, les menaces demeurent. Poutine, en contradiction avec sa rhétorique pro-juive, a accordé une grande audience dans les chaînes de télévision gouvernementales à des partis antisémites comme le parti de Jirinovski et au bloc de la mère patrie. Par contre, Yabloko et l'Union des forces de droite, qui militent tous deux pour plus de tolérance religieuse, n'ont pas eu accès aux médias et ont été éliminés de la Douma, où ils ont été remplacés par des partis extrémistes. Si l'on ajoute les voix du parti communiste, à la rhétorique antisémite également, aux voix recueillies par ces partis, on observe que 33 % des Russes ont voté pour un parti antisémite. Dans ce contexte, rien d'étonnant que 19 députés de la Douma aient envoyé en janvier une lettre au procureur général de Russie où ils qualifient la religion juive de religion « satanique » et où ils prétendent que les juifs tuent rituellement les enfants chrétiens.

Poutine a condamné l'antisémitisme, mais jamais nominalement les antisémites, de peur sans doute de s'aliéner définitivement leur électorat.

L'antisémitisme demeure important en Russie et beaucoup de crimes antisémites ont lieu sans que les auteurs soient inquiétés. On constate une explosion du nombre de groupes néonazis en Russie depuis 2000, et il y aurait entre 15 et 20 000 skinheads en Russie selon la police, 50 000 selon certaines organisations.

On s'est focalisé sur l'antisémitisme en Europe occidentale, mais le problème en Russie est inquiétant. Compte tenu de la concentration des pouvoirs, que se passera-t-il en 2008 si le pouvoir est pris par un nationaliste antisémite à Moscou ? Israël doit accueillir Poutine en ami, mais il ne doit pas oublier les failles de sa politique.

Antoine Basbous



Antoine Basbous est le fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes à Paris. Il est l'auteur de *L'Arabie saoudite en guerre*.

« Les dilemmes du Hezbollah »

Source : Le Figaro

Référence : « Les dilemmes du Hezbollah », par Antoine Basbous, *Le Figaro*, 27 avril 2005.

L'heure de vérité approche à grands pas pour le Hezbollah. Pourra-t-il sauver son statut de « résistant » après le retrait syrien, alors qu'il a été re-qualifié en « milice » à désarmer ? Aujourd'hui, le Liban n'a plus de territoires occupés par Israël puisque l'ONU a tranché, et les fermes de Chebaa doivent être rendues à la Syrie. Ce jugement condamne le parti de Dieu à désarmer et cela gêne autant Damas que Téhéran, qui perdrait ainsi un outil stratégique. Le Hezbollah devra surtout se priver de son armement lourd. Ce désarmement est surtout gênant pour Damas qui a toujours veillé à instaurer des forces parallèles au gouvernement libanais afin d'entretenir le désordre. C'est ce que la Syrie avait fait avec l'OLP dans les années 70. C'est ce qui avait conduit aux invasions israéliennes.

Toutefois, aujourd'hui, les temps ont changé. La Syrie est contrainte de partir sous les huées de sa « colonie » libanaise et elle laisse derrière elle les statues de la famille Assad vandalisées par la population des zones où elles ont été imposées. Les Libanais garderont un souvenir exécrable de cette armée de pilliers syriens, qui les a terrorisés. L'assassinat de Hariri a brutalement accéléré l'achèvement de l'occupation syrienne, qui prélevait au Liban 4 milliards de dollars par an, en moyenne. La dette publique du pays du Cèdre s'élève aujourd'hui à près de 40 milliards de dollars. Jusque-là l'opposition libanaise n'avait pas osé défier le Hezbollah. Tous les dirigeants politiques redoutent les hommes du charismatique chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah. Ce dernier rencontre désormais un vrai dilemme : doit-il privilégier ses périlleuses « alliances » régionales au détriment de la réelle aspiration de sa communauté à vivre dans un Liban libre et indépendant ?

Plusieurs défis attendent le Hezbollah :

- ▶ Sa survie après la chute prévisible de son principal parrain. Né d'un « PACS » au début des années 80 entre l'idéologie khomeyniste et le régime allaouite, le Hezbollah ne pourra pas survivre longtemps à la dépression syrienne. Pire, la perspective d'organiser des élections libres en Syrie, dans la foulée de la lente démocratisation des pays de la région, condamnera les Alaouites (11% de la population) à céder le pouvoir à l'écrasante majorité sunnite. Le croissant chiite sera interrompu à Damas. Le Hezbollah deviendra aussitôt orphelin et perdra son hégémonie artificielle. Car, ne l'oublions pas, ce courant représente seulement une partie de la communauté chiite, laquelle compte près du quart de la population libanaise.
- ▶ La révision de son projet idéologique. Les Libanais sont reconnaissants au Hezbollah d'avoir chassé Israël, mais ils ne se reconnaissent pas dans l'idéologie de ce parti. Le Hezbollah veut exporter son savoir faire aux radicaux Palestiniens pour mener une guerre d'usure contre Israël dont les Libanais ne veulent pas. Ils estiment avoir suffisamment payé pour les autres en sacrifiant

leurs vies et leurs intérêts, pour laisser à chaque État arabe le soin de se débrouiller. Le Hezbollah va devoir tenir compte de cela, réviser son idéologie et donc se couper de son parrain iranien. S'il accepte de devenir exclusivement libanais, il rejoindra la dynamique de libération nationale, incarnée par les autres communautés. Ce serait dommage pour lui d'avoir autant contribué à la fin de l'occupation israélienne et d'apparaître comme un obstacle à la fin de la colonisation syrienne.

► Le futur statut du Hezbollah commande son avenir. Aujourd'hui, le Hezbollah doit se désarmer et se débarrasser à la fois de ses armes et de son illusoire projet jihadiste.

Bachar el Assad a d'abord répondu aux pressions de l'ONU en pratiquant la politique de la terre brûlée, en faisant commettre des attentats à ses partisans. Ce faisant, il s'est isolé. Pour que Damas lâche prise, il serait beaucoup plus efficace d'exercer des pressions en Syrie même, où le régime a perdu sa raison d'être et vient de perdre son prestige ainsi une large partie de ses ressources financières, jusque-là prélevées au Liban. Le Hezbollah serait bien inspiré de méditer le nouveau rapport des forces, pour muer et rejoindre le consensus patriotique.

Nissim Zvili



Nissim Zvili est ambassadeur d'Israël en France. Il est ancien membre de la Knesset, élu sous l'étiquette travailliste.

« L'autre moitié du problème »

Source : Le Figaro

Référence : « L'autre moitié du problème », par Nissim Zvili, *Le Figaro*, 27 avril 2005.

L'assassinat de Rafic Hariri, qui a déclenché le retrait syrien, a réveillé les consciences sur un fait : l'inféodation du Liban à la Syrie. Toutefois, cette situation ne doit pas faire oublier l'autre moitié du problème : la domination du Hezbollah dans ce pays. Le Liban ne sera libre que si l'on s'attaque aux deux aspects du problème. Unis contre Israël pour déstabiliser la région, l'Iran des ayatollahs et la Syrie d'inspiration baasiste, à première vue opposés, se servent du levier du Hezbollah pour maintenir la tension. Il leur sert de bras armé sans qu'ils aient à s'investir directement. De plus, pour l'Iran, le Hezbollah est aussi un instrument d'exportation de la révolution islamique.

Pour parvenir à appliquer son programme intégriste et antisémite, le Hezbollah joue sur le tableau social via ses actions caritatives et sa chaîne Al-Manar, se déguise en parti politique. Mais le Hezbollah a beau se déguiser en parti respectable, il demeure un organe qui possède une branche armée opérante et des buts de guerre limpides : la destruction d'Israël. Existe-t-il au monde un « parti » représenté au Parlement qui a la capacité de frapper partout dans le monde et qui commet des attentats à l'étranger ? La plupart des Libanais en ont « ras le bol » de se voir imposer par la Syrie et le Hezbollah une hostilité éternelle envers Israël.

Depuis 2000, l'Iran et la Syrie ont renforcé la capacité militaire et financière du Hezbollah, et les chiïtes libanais agissent depuis sur deux fronts dans le but de contrecarrer toute initiative allant dans le sens de l'apaisement. Le Hezbollah menace Israël avec ses missiles et équipe les terroristes palestiniens. De

surcroît, depuis l'élection de **Mahmoud Abbas**, le Hezbollah tente de faire déraiper le processus en cours entre Palestiniens et Israéliens. Au lendemain du sommet de Charm el-Cheikh, des membres des services de sécurité palestiniens ont rapporté que le Hezbollah représente actuellement la menace la plus grave à la trêve signée avec les Israéliens.

La majorité des Libanais aspire à une indépendance politique et territoriale, comme le stipule la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU. Pudique, l'ONU ne les nomme pas mais évoque cependant très clairement l'Iran (« les milices non libanaises »), le Hezbollah (« les milices libanaises ») et la Syrie (« les forces étrangères »). Les pressions internationales ont permis le retrait syrien après l'assassinat de Rafic Hariri, mais rien n'a encore été fait contre le Hezbollah. Le Hezbollah étant aujourd'hui ce qu'il est, son inscription sans détour dans la liste européenne des organisations terroristes serait un signal clair et sans ambiguïté de la détermination européenne à aller vers la paix et établir la stabilité dans cette région du globe. Par la suite, le Hezbollah aura toujours la possibilité d'opérer une véritable mue. Il lui suffira de désarmer ses milices et d'accepter l'autorité de l'État.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paielement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .